

Correo Internacional



Publication de la LIT-QI - Nouvelle époque. Num. 152

Septembre 2009

Afghanistan

le Vietnam d'Obama ?

Le nouveau gouvernement de Barack Obama, élu sur un discours « démocratique et populaire », a fait de la guerre d'Afghanistan son cheval de bataille. Depuis la campagne électorale, Obama défend qu'en Afghanistan se mène « la principale bataille contre le terrorisme » et que là, contrairement à l'Iraq, les troupes américaines peuvent obtenir la victoire.

Après avoir assumé la présidence, Obama a intensifié l'effort de guerre en envoyant 30 000 soldats en plus dans ce pays. Il y a aujourd'hui 68 000 soldats américains et 32 000 d'autres pays de l'OTAN (100 000 en total). Toutefois, il semble de plus en plus que les Etats-Unis se sont mis dans un bourbier, et dans la mesure où ils s'y enfoncent, ils ont davantage de problèmes pour en sortir.

Une « guerre juste » ?

Obama utilise les mêmes arguments qu'a utilisés Bush : il s'agirait d'une « guerre juste » contre « le terrorisme ». C'est lui qui a promis « de détruire, de désarticuler et de mettre en échec Al Qaeda et ses alliés extrémistes », y compris les Talibans. Un autre argument pour justifier l'occupation militaire, que Bush avait aussi utilisé, serait la nécessité d'empêcher un nouveau régime réactionnaire et répressif des Talibans. On met l'accent sur la répression contre les femmes, avec l'obligation d'utiliser la burka, l'interdiction de faire des études, etc.

Toutefois, huit années après l'invasion du pays, les faits montrent que ces arguments ne sont que des prétextes. La situation a changé, oui, mais pour le pire. L'occupation a donné lieu à des bombardements constants qui touchent la population sans discrimination et ont déjà tué des dizaines de milliers de civils. Le régime politique, maintenant soi-disant « démocratique », est basé sur la corruption, la fraude électorale, la violence et, surtout, sur les troupes d'occupation. La situation arriérée du pays, qui

donne lieu à la violence contre la femme, n'a pas changé et l'utilisation de la burka continue à être amplement diffusée.

Au-delà de ces prétextes, il est clair que le véritable motif de l'occupation militaire a été la nécessité pour les Etats-Unis de contrôler un pays clef pour toute la région parce qu'il se trouve entre l'Iran, les républiques de l'Asie centrale qui faisaient partie de l'ex-URSS et le Pakistan. Et cette guerre a aussi à voir avec le pétrole, puisqu'un de ses objectifs était de permettre la construction d'un oléoduc qui mènerait la production des pays de l'Asie centrale, à travers l'Afghanistan, directement aux ports pakistanais, sans dépendre du transport à travers la Russie. Il est de plus en plus difficile pour l'impérialisme de défendre qu'il s'agit d'une « guerre juste ». Mais le pire pour lui est sa situation sur le terrain militaire et politique.

Une situation militaire et politique qui s'aggrave

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les troupes étasuniennes occupent l'Afghanistan depuis huit ans, une période presque 50 % plus longue que la participation du pays dans les deux Guerres mondiales. Toutefois, après toutes ces années, les Talibans (qui ont été chassés du gouvernement au moment de l'invasion en 2001) maintiennent une activité de guérilla permanente dans presque tout le pays.

Selon le centre d'études britannique *International Council on Security and Development* (cité par *O Estado de São Paulo*, 11/09/2009) les Talibans agissent dans 97 % du territoire. Dans 80 %, la présence d'insurgés serait permanente. Ce pourcentage s'accroît rapidement : selon la même étude, il est passé de 54 % en novembre 2007 à 72 % en 2008. Une carte réalisée par l'institut montre que presque la moitié du pays est sous le contrôle des Talibans ou sous la menace de leurs attaques. Ces derniers mois, les insurgés ont augmenté leurs attaques dans le Nord du pays, une région jusqu'alors considérée comme « pacifique ». Les pertes américaines et des pays de l'OTAN augmentent constamment et ont atteint leur nombre le plus élevé cette année. Les troupes d'occupation contrôlent seulement la région de la capitale, Kaboul, et même là, elles ne parviennent pas à éviter des attaques, comme l'attentat à la bombe face au quartier général de l'OTAN qui a tué à 7 personnes.

Toutefois, la situation militaire d'une guerre ne peut s'expliquer que par la situation politique dont elle est « la continuation par d'autres moyens ». C'est sur ce terrain que les problèmes de l'impérialisme sont les plus graves. Une comparaison avec la guerre d'Iraq, où les troupes étasuniennes se sont déjà retirées des villes et ont programmé leur sortie définitive pour 2011, montre que le panorama en Afghanistan est très difficile pour l'impérialisme américain.

En Iraq, les Etats-Unis ont laissé le contrôle de l'appareil étatique à la bourgeoisie chiite, le secteur majoritaire dans le pays, alliée aux Kurdes qui contrôlent la région Nord. Ces secteurs ont accepté de former un gouvernement fantoche manipulé par les Etats-Unis, un gouvernement qui a assumé la reconstruction de l'armée et de la police pour qu'ils puissent réprimer la résistance. Mais dans ce cas, le gouvernement fantoche s'est appuyé sur l'ancien appareil étatique, relativement moderne, construit avec l'argent du pétrole.

En Afghanistan, l'appareil étatique et l'infrastructure elle-même sont presque inexistants, étant donné le retard du pays, les difficultés géographiques et presque trente

ans de guerres permanentes, depuis l'invasion du pays par l'ancienne Union soviétique. Même l'armée afghane, la plus importante institution de tout Etat, n'est pas plus qu'un bricolage d'armées des « seigneurs de la guerre » qui contrôlent les principales ethnies du pays.

En Iraq, les Etats-Unis ont pu utiliser une partie des immenses ressources pétrolières du pays pour acheter les « services » de la bourgeoisie chiite et kurde. Ils sont même allés jusqu'à payer 60 millions de dollars par mois pour que les milices de l'insurrection sunnite puissent fonctionner sans attaquer les troupes impérialistes.

En Afghanistan, il n'y a pas de pétrole. L'opium, provenant des plantations de pavots, est le principal produit d'exportation, avec une valeur estimée à 5 milliards de dollars par an. Le pays produit 93 % de la matière première pour la fabrication d'héroïne dans le monde. Même si l'impérialisme utilise fréquemment les drogues comme une arme politique, dans ce cas il existe un grand risque. Contrairement aux sources productrices de pétrole, on ne peut pas contrôler les plantations de pavots, surtout dans les régions les plus conflictuelles. C'est pourquoi, l'argent de la drogue est une des principales sources de financement des Talibans. La province de Helmand, avec une forte présence des Talibans, produit 70 % de l'opium afghan.

En outre, le trafic de drogues s'infiltré directement dans l'appareil de l'Etat fantoche. Walid Karzai, le frère de l'actuel président, Hamid Karzai, est un des principaux trafiquants du pays. Sous cet aspect, la situation en Afghanistan ressemble de plus en plus à celle du Vietnam dans les années 60 : les principaux trafiquants du pays, Nguyen Van Thieu et Can Ky, sont arrivés à être, respectivement, président et vice-président du gouvernement fantoche du Sud-Vietnam.

Un gouvernement fantoche très fragile

En résumé, le gouvernement de Karzai ne dispose pas d'un appareil étatique digne de ce nom. Il lui manque surtout une véritable armée nationale. La police s'enfonce dans l'incompétence et la corruption ; le trafic d'opium et d'héroïne touchent les principaux échelons du gouvernement. En un mot, il s'agit d'un gouvernement extrêmement fragile et incapable de contrôler le pays, ou même de subsister sans l'appui permanent des troupes étasuniennes.

Cette conclusion est devenue évidente lors des dernières élections présidentielles du 21 août. Le processus électoral a coûté 300 millions de dollars et beaucoup d'efforts pour ses organisateurs, mais le résultat a été une crise. On estime que seulement 40 % à 50 % des 15 600 000 électeurs habilités ont voté. Le résultat est très inférieur à celui de l'élection précédente (2004), quand la participation, selon les organisateurs, est arrivée à 70 %.

L'abstention électorale a montré la fragilité du gouvernement afghan et des « institutions » créées par l'impérialisme. Un seul exemple suffit : dans la ville et la province de Kandahar, dans le Sud du pays, sanctuaire des Talibans, l'abstention peut avoir atteint le taux incroyable de 95 % du million d'électeurs inscrits, selon des observateurs internationaux indépendants.

Le processus électoral a été marqué par les dénonciations de fraudes qui ont favorisé le président Karzai, lequel essaye de gagner au premier tour pour éviter la prolongation de la campagne électorale jusqu'au second retour, le 1er octobre. La conclusion est claire : les élections n'ont pratiquement pas servi au but impérialiste de créer l'image d'un « régime démocratique » et d'une situation plus stable, malgré la guerre.

Non seulement les élections, mais l'existence du régime lui-même se basent sur une farce. Un processus électoral qui a lieu dans un pays occupé militairement par des puissances impérialistes ne peut pas être démocratique. Les 100 000 soldats des Etats-Unis et de l'OTAN sont le véritable pouvoir en Afghanistan. Le gouvernement de Hamid Karzai n'est qu'une marionnette entre les mains des généraux américains, qui sont ceux qui dirigent de fait le pays. Il suffit de voir que la « sécurité » des villes et des lieux de vote a été garantie par les soldats occupants. Et toutes les dépenses d'organisation des élections ont été payées par les organismes qui sont derrière les troupes d'occupation. Comme si cela ne suffisait pas, une censure de presse a été décrétée dans les jours qui ont précédé l'élection, empêchant que la presse, les radios et les réseaux de TV divulguent des nouvelles d'attentats des Talibans, afin de « ne pas alarmer la population ».

Les Etats-Unis se trouvent dans un « bourbier »

L'impérialisme se trouve dans un véritable dilemme : s'il reste dans le pays, il risque de perdre de plus en plus d'hommes et d'énormes quantités d'argent, sans aucune perspective de stabiliser le pays. S'il s'en va, le plus probable est que les Talibans mettent en échec le gouvernement de Karzai en quelques semaines et retournent au pouvoir, ce qui serait inacceptable pour tout gouvernement américain.

Les problèmes de l'impérialisme ne se limitent pas à cela : le panorama dans la région peut s'aggraver. La guerre de l'Afghanistan s'est étendue au Pakistan, un pays de 172 millions d'habitants, dont l'Etat possède des armes nucléaires et dont la possible déstabilisation pourrait compromettre toute la région.

La « contamination » du Pakistan avec la guerre a eu lieu pour des motifs géographiques, sociaux et politiques. Les deux pays partagent 2 400 kilomètres de frontière qui, en réalité, est le produit d'une division artificielle promue par l'impérialisme britannique. Elle est artificielle parce que le peuple pachtou, la plus grande ethnie de l'Afghanistan (40 % de la population du pays), est de la même ethnie que celle qui est présente au Pakistan, de l'autre côté de la frontière, dans plusieurs provinces et territoires. En outre, au Pakistan, il y a plus de deux millions de réfugiés afghans, qui se concentrent surtout autour de la ville de Peshawar.

Les insurgés talibans traversent la frontière, poreuse et très peu surveillée, et trouvent refuge dans le pays voisin. Ils étaient arrivés à contrôler une région, la Vallée de Swat, où ils ont implanté la loi musulmane de la charia, avec l'accord du gouvernement pakistanais. Récemment, ce gouvernement a rompu l'accord et a attaqué les Talibans et les a expulsés de la Vallée. Toutefois, cette offensive de l'armée pakistanaise a donné lieu à plus d'un million de réfugiés pakistanais dans leur propre pays.

La guerre d'Afghanistan peut arriver à déstabiliser toute la région, parce que le pays a une position stratégique. Il est localisé entre le Moyen-Orient (la région qui possède les

plus grandes réserves pétrolières du monde), l'Asie centrale (qui a aussi d'importantes réserves) et le sous-continent indien. En outre, les ethnies dans le pays sont les mêmes que ceux des pays frontaliers : les Pachtous, 42 %, pour le Pakistan ; les Hazaras, 9 %, pour l'Iran ; les Tadjiks, 27 %, pour le Tadjikistan ; les Ouzbèques, 9 %, pour l'Ouzbékistan ; les Turkmènes, 3 %, pour le Turkménistan (les 10 % restant de la population étant formés par des groupes ethniques plus petits).

Conscient de ce danger, le gouvernement Obama essaye de sortir du « borbier » avec deux axes politiques. D'abord, il cherche à fortifier sa position militaire : il a envoyé 30 000 soldats en plus, dont 4 000 pour la province de Helmand afin de combattre la présence des insurgés dans la région, une des plus conflictuelles de l'Afghanistan. Mais son véritable objectif est d'obtenir une issue à la guerre, négociée avec les Talibans. En ce sens, l'offensive militaire est subordonnée au second aspect de la politique : le renforcement militaire cherche à obtenir une position plus avantageuse dans la négociation.

Obama sait que le cours de cette guerre ne changera pas avec l'envoi de plus de troupes, sauf à une échelle inacceptable pour l'opinion publique américaine. Un ancien agent de la CIA affirme qu'il faudrait un million de soldats pour mettre en échec les Talibans et stabiliser le pays. Même des secteurs conservateurs, comme le célèbre rédacteur en chef réactionnaire du *Washington Post*, George Will (auteur de l'article « Il faut savoir s'arrêter à temps »), commencent à se déclarer contre la continuité de l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan.

Obama doit supporter les problèmes issus non seulement de la politique d'intervention militaire de George W. Bush, mais aussi d'autres initiatives impérialistes. Par exemple, l'impérialisme a aidé à créer les Talibans eux-mêmes, à travers l'ISI, le service de sécurité du Pakistan. Plus tard, ce mouvement, conçu pour être un instrument soumis, s'est retourné contre l'impérialisme.

Une des ironies de cette guerre est que le mouvement réactionnaire des Talibans (qui réprime les femmes, les travailleurs et la population en général) combat actuellement contre l'impérialisme, les armes à la main. Cette contradiction n'est pas accidentelle : la politique systématique de recolonisation des pays périphériques et l'attaque militaire brutale lancée par le gouvernement Bush ont eu comme résultat qu'une force qui avait été promue par l'impérialisme, lui fait face finalement.

Tous ces éléments indiquent que la politique d'Obama n'a pas comme stratégie d'obtenir une victoire militaire, quelque chose qui, en outre, est impossible. Son véritable objectif apparaît dans les déclarations de son envoyé spécial pour la région : « Il est possible de négocier avec les Talibans dans le but d'obtenir un type d'accord qui stabilise le pays ».

La défaite de l'impérialisme sera un triomphe des exploités

Le destin de la guerre de l'Afghanistan intéresse tous les travailleurs et tous les peuples exploités du monde. Une défaite de l'impérialisme américain peut signifier un coup énorme contre l'opresseur. Il faut combattre pour que cette guerre finisse par être « le Vietnam de Barack Obama ». Pour cette raison, la LIT appelle toutes les organisations populaires et démocratiques du monde à dénoncer l'occupation militaire de l'Afghanistan et à exiger le retrait des troupes d'invasion. Nous appelons, en particulier,

les travailleurs des pays impérialistes qui maintiennent des troupes d'occupation dans le pays, comme l'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne, à se mobiliser pour exiger de leurs gouvernements le retrait immédiat de leurs soldats.

Nous ne sommes pas neutres dans la guerre menée en Afghanistan. Nous sommes du côté des opprimés agressés par l'invasion et l'occupation impérialiste. Le peuple afghan combat pour expulser les troupes impérialistes d'occupation et obtenir la véritable indépendance nationale du pays. Pour cette raison, sans que ceci signifie donner aucun type d'appui politique aux positions des Talibans, la LIT déclare son appui aux actions militaires de la résistance. La lutte de guérilla qui fait face à l'impérialisme, même si elle est dirigée par une organisation bourgeoise réactionnaire, est un des facteurs fondamentaux pour les pertes et l'usure des troupes des occupants, pour la croissante chute de popularité du gouvernement Obama et pour la crise de l'occupation militaire. Cette lutte militaire de résistance, avec les mobilisations et la pression de l'opinion publique, surtout des pays impérialistes, est celle qui peut infliger une défaite à l'impérialisme.

Secrétariat International de la LIT-QI
le 15 septembre 2009